



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
8 juin 2007
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante et unième session
Points 17 et 27 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-deuxième année

**La situation dans les territoires occupés
de l'Azerbaïdjan**

**Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix, la sécurité
et le développement**

Lettre datée du 7 juin 2007, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Comme suite à ma lettre du 1^{er} juin 2007 (A/61/938-S/2007/327), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la résolution 7/34-P intitulée « L'agression de la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan » adoptée par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa trente-quatrième session, tenue du 15 au 17 mai 2007 à Islamabad (voir annexe I) et le rapport du Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique sur l'agression de la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan (voir annexe II).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 17 et 27 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Agshin **Mehdiyev**



**Annexe I à la lettre datée du 7 juin 2007 adressée
au Secrétaire général par le Représentant
permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Résolution n° 7/34-P sur l'agression de la République
d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan**

La trente-quatrième session de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères (session de la paix, du progrès et de l'harmonie), tenue à Islamabad, République islamique du Pakistan, du 28 au 30 rabî ath-thani 1428 de l'hégire (du 15 au 17 mai 2007),

Partant des principes et objectifs de la charte de l'Organisation de la Conférence islamique,

Gravement préoccupée par l'agression perpétrée par la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan, qui a eu pour conséquence l'occupation d'environ 20 % du territoire azerbaïdjanais,

Exprimant sa profonde préoccupation du maintien sous occupation d'une portion considérable du territoire azerbaïdjanais et du transfert illégal de colons de nationalité arménienne vers les territoires occupés,

Profondément préoccupée par le drame que vivent plus d'un million de personnes déplacées et de réfugiés azerbaïdjanais à la suite de l'agression arménienne, ainsi que par l'ampleur et l'acuité des problèmes humanitaires qui en découlent,

Réaffirmant toutes les résolutions pertinentes en particulier, la résolution n° 21/10-P(IS) concernant ce problème et adoptée par la dixième session de la Conférence islamique au sommet tenue à Putrajaya (Malaisie), les 20 et 21 Chaaban 1424H (16, 17 octobre 2003),

Appelant au respect strict de la Charte des Nations Unies et à la mise en œuvre intégrale des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies,

Se félicitant des efforts diplomatiques et autres visant à trouver une issue au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan,

Réaffirmant l'engagement de tous les États membres à respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République d'Azerbaïdjan,

Notant l'impact négatif de la politique d'agression adoptée par la République d'Arménie sur le processus de paix en cours dans le cadre de l'OSCE,

Ayant pris note du rapport du Secrétaire général sur l'agression de la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan (ICFM/34-2006/POL/SG.REP.6),

1. *Condamne avec force* l'agression arménienne contre la République d'Azerbaïdjan;

2. *Considère* les exactions à l'encontre de la population civile d'Azerbaïdjan dans les territoires azerbaïdjanais occupés, comme des crimes contre l'humanité;

3. *Dénonce fermement* le pillage et la destruction des sites archéologiques, culturels et religieux dans les territoires azerbaïdjanais occupés;

4. *Exige fermement* l'application stricte des résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993) du Conseil de sécurité de l'ONU et le retrait immédiat, inconditionnel et total des forces arméniennes de tous les territoires azerbaïdjanais occupés, y compris la région du Haut-Karabakh et invite instamment l'Arménie à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan;

5. *Exprime* sa préoccupation devant le refus de l'Arménie d'appliquer les résolutions susmentionnées du Conseil de sécurité de l'ONU;

6. *Appelle* le Conseil de sécurité à reconnaître l'existence d'une agression contre la République d'Azerbaïdjan; à prendre les mesures nécessaires en conformité avec le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies pour assurer le respect de ses résolutions; à condamner l'agression contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan et à y mettre fin; et décide d'entreprendre, à cet effet, une action coordonnée au sein des Nations Unies;

7. *Exhorte* tous les États à s'abstenir de fournir des armes et équipements militaires à l'Arménie en vue de priver l'agresseur de toute opportunité d'intensifier le conflit ou de prolonger l'occupation des territoires azéris, les territoires des États membres ne devant pas être utilisés à cet égard pour faire transiter ce genre de matériels;

8. *Appelle* les États membres ainsi que les autres membres de la Communauté internationale à prendre des mesures politiques et économiques appropriées pour mettre un terme à l'agression arménienne et à l'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan;

9. *Appelle* à un règlement juste et pacifique du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sur la base du respect des principes de l'intégrité territoriale des États et de l'intangibilité des frontières internationalement reconnues;

10. *Décide* de donner instructions aux représentants permanents des États membres de l'OCI auprès des Nations Unies à New York en vue d'apporter un soutien sans réserve à l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan au cours du prochain vote qui se déroulera au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies;

11. *Exhorte* l'Arménie et tous les États membres ainsi que tous les États membres du Groupe de Minsk de l'OSCE à s'engager de manière constructive dans le processus de paix en cours initié par l'OSCE sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et des décisions et documents appropriés, y compris ceux de la première réunion complémentaire du Conseil des ministres de l'OSCE, tenue le 24 mars 1992, ceux des sommets de l'OSCE, tenus respectivement les 5 et 6 décembre 1994 et les 18 et 19 novembre 1999 et les 2 et 3 décembre 1996, et à s'abstenir de toute action susceptible de compliquer davantage la recherche d'une solution pacifique au conflit;

12. *Exprime* son soutien aux trois principes de règlement du conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, tels que contenus dans la déclaration du Président en exercice de l'OSCE lors du Sommet de cette organisation tenu à Lisbonne en 1996, à savoir le respect de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie et de la République d'Azerbaïdjan, une plus grande autonomie pour la région du Haut-Karabakh à l'intérieur de l'Azerbaïdjan, et la garantie de la sécurité de cette région et toute sa population;

13. *Souligne* que le fait accompli ne doit pas servir de base de règlement et que ni la situation actuelle dans les territoires occupés de la République d'Azerbaïdjan, ni aucune autre action, y compris un processus de soutien arrangé, entreprise dans le but de prolonger le statu quo, ne doit être reconnue en tant que procédure légale;

14. *Exige* la cessation immédiate des opérations de transfert et le rapatriement des colons de nationalité arménienne, dont l'installation dans les territoires azerbaïdjanais occupés constitue une violation flagrante du droit humanitaire international et à un impact préjudiciable sur le processus de règlement pacifique du conflit; décide d'apporter son soutien sans réserve aux efforts entrepris à cette fin par l'Azerbaïdjan, notamment dans le cadre de la session actuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies, entre autres, par l'intermédiaire des missions permanentes respectives des États Membres auprès des Nations Unies à New York;

15. *Demande* aux États membres de l'OCI d'encourager leurs personnes physiques et morales à ne pas exercer des activités économiques dans la région du Haut-Karabakh et les autres territoires occupés de l'Azerbaïdjan;

16. *Exprime* son appui aux activités du Groupe de Minsk de l'OSCE et aux consultations tenues au niveau des ministres des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie et sa conviction qu'une solution par étapes ne pourra que contribuer à assurer l'élimination graduelle des conséquences gravissimes de l'agression dont a été victime la République d'Azerbaïdjan;

17. *Demande* au Secrétaire général d'informer le Président en exercice de l'OSCE de la position ferme et fondée sur les principes de l'OCI à propos de l'agression arménienne contre la République d'Azerbaïdjan;

18. *Réaffirme* son entière solidarité et son appui total aux efforts déployés par le Gouvernement et le peuple d'Azerbaïdjan pour défendre leur pays;

19. *Lance un appel* pour que les personnes déplacées et les réfugiés puissent retourner dans leurs foyers en toute sécurité et dans l'honneur et la dignité;

20. *Exprime* sa gratitude à tous les États membres qui ont fourni une assistance humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées et exhorte les autres États à fournir une assistance similaire;

21. *Exprime* sa préoccupation devant la gravité des problèmes humanitaires qui touchent plus d'un million de personnes déplacées et de réfugiés sur le territoire de l'Azerbaïdjan et demande aux États membres de l'OCI, à la Banque islamique de Développement et aux autres institutions islamiques de fournir l'assistance financière et humanitaire dont la République d'Azerbaïdjan a cruellement besoin;

22. *Considère* que l'Azerbaïdjan a droit à une compensation appropriée pour les dommages subis à la suite du conflit et dont l'Arménie assume l'entière responsabilité;

23. *Demande* au Secrétaire général de suivre la mise en œuvre de cette résolution et d'en faire rapport à la trente-cinquième session de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères.

**Annexe II à la lettre datée du 7 juin 2007 adressée
au Secrétaire général par le Représentant
permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Rapport du Secrétaire général de l'Organisation
de la Conférence islamique sur l'agression de la République
d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan**

1. Le présent rapport porte sur les activités de l'OCI qui se sont déroulées entre juillet 2006 et mars 2007 concernant le conflit qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh.
2. Près de 20 ans après l'agression de la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan, le conflit qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh n'est toujours pas réglé et 20% du territoire azerbaïdjanais, y compris la région du Haut-Karabakh et sept autres régions de l'Azerbaïdjan demeurent sous occupation, malgré les différents efforts et négociations qui ont eu lieu.
3. L'agression arménienne qui se poursuit contre la République d'Azerbaïdjan depuis 1988 a entraîné le déplacement violent de plus d'un million d'Azerbaïdjanais. La situation a provoqué une crise humanitaire de grande envergure.

La condamnation par l'OCI

4. L'OCI, dans différentes résolutions, a condamné l'agression arménienne et le maintien sous occupation du territoire azerbaïdjanais par l'Arménie.
5. Les résolutions de l'OCI ont demandé instamment à l'Arménie d'appliquer les résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993) du Conseil de sécurité de l'ONU. Les dernières en date de ces résolutions sont la résolution n° 21/10-P(IS) adoptée par la dixième session réunie au sommet à Putrajaya (Malaisie) en octobre 2003 et la résolution 9/33-P adoptée par la trente-troisième session de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, tenue à Bakou (Azerbaïdjan) en juin 2006. Les deux résolutions ont demandé le retrait immédiat, inconditionnel et total des forces arméniennes de tous les territoires azerbaïdjanais occupés.
6. Concernant les vastes incendies qui se sont déclarés en 2006 dans la partie orientale des territoires azerbaïdjanais occupés, où se trouvent des villes, des villages, des terres agricoles, des monuments culturels et historiques, la flore et la faune existantes ont été détruites ou brûlées, l'OCI a demandé instamment à l'Arménie, puissance occupante, de prendre des mesures d'urgence pour prévenir une catastrophe écologique. Les incendies ont rendu ces territoires insalubres et incultivables et ont infligé des dommages au système écologique de ces territoires occupés et des zones azerbaïdjanaises adjacentes.
7. S'agissant des prétendues « élections parlementaires » que la partie arménienne a tenues dans les territoires azerbaïdjanais occupés en décembre 2006, l'OCI les a condamnées, les considérant illégales, déclarant qu'elles étaient contraires au droit international, en particulier aux dispositions de la Convention de Genève de 1949.

Coopération avec les Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

8. L'OCI, en coopération avec les Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), continuera de fournir un appui au processus de recherche d'une solution pacifique au conflit. Dans cet esprit, j'ai prêté un appui aux pourparlers entre les Ministres des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie qui se sont déroulés ces dernières années.

Visite d'une délégation de l'OCI aux personnes déplacées et aux réfugiés

9. À l'invitation du Gouvernement azerbaïdjanais, en septembre 2006, une délégation de l'OCI s'est rendue dans les installations temporaires pour réfugiés et personnes déplacées dans les districts de Narimanov, Binagadi, Saatly, Imishi et Bilasuvar en Azerbaïdjan. La mission a constaté que malgré les efforts louables déployés par le Gouvernement azerbaïdjanais, ces réfugiés et personnes déplacées vivaient dans des conditions difficiles et que cette grave situation nécessitait que la communauté internationale lui porte une attention particulière constante. Seulement six organisations islamiques sont parmi les organismes humanitaires qui fournissent une assistance à ces réfugiés et personnes déplacées.

Appel à la fourniture d'une assistance aux réfugiés et personnes déplacées

10. Compte tenu de l'importance que revêt la fourniture d'une assistance aux personnes déplacées et aux réfugiés en Azerbaïdjan, j'ai demandé à tous les États Membres, à la Banque islamique de développement, au Fonds de solidarité islamique et à la communauté internationale, ainsi qu'aux organismes humanitaires de fournir généreusement une assistance à ces réfugiés et personnes déplacées qui souffrent des graves conséquences du conflit. À cette fin, je recommande également d'envisager de créer un fonds d'affectation spéciale de l'OCI pour l'assistance aux personnes déplacées et aux réfugiés en Azerbaïdjan.

Appui vigoureux des États membres

11. S'agissant de la question de l'agression de la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan, j'exhorte les États membres de l'OCI à faire tout leur possible pour appuyer le processus de règlement du conflit qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh sur la base des normes et principes du droit international, et conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU, et à continuer de prêter leur appui politique vigoureux, en particulier au niveau des organisations internationales, au Gouvernement azerbaïdjanais sur la question du plein rétablissement de son intégrité territoriale et de sa souveraineté.

12. Le présent rapport est présenté à la trente-quatrième session de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères pour décision appropriée.